

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**COMMUNE DE MATAM**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2011**

**RAPPORT FINAL**

**(AVRIL 2013)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 22 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par la Commune de Matam pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007 – 545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Commune de Matam avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les réserves et exceptions ci – après :

## 1. Réserves

a) l'examen de la procédure d'appel d'offres portant travaux d'extension de l'éclairage public attribué à AMK Fallou Kassé pour 36 154 301 F CFA a permis de relever plusieurs non conformités :

1. les exigences en matière de qualification n'ont pas été portées à la connaissance des potentiels candidats dans l'Avis d'Appel d'Offres (AAO) qui renvoie ces derniers au Dossier d'Appel d'Offres (DAO) en violation des dispositions de l'article 66-2-e) du CMP.
2. les pièces requises au terme des articles 43 et 44 du CMP pour avoir accès à la commande publique n'ont pas été exigées dans le règlement de la consultation.
3. le justificatif de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché en violation de l'article 67-4 du CMP.
4. l'offre de l'unique soumissionnaire n'a pas été mise à notre disposition pour nous permettre d'apprécier sa conformité avec les spécifications techniques du DAO d'autant plus qu'à l'évaluation la Commission des Marchés n'a pas évalué l'offre au regard des critères de jugement des offres mais s'est limitée à indiquer le prix de l'offre.
5. l'examen du devis estimatif annexé au DAO a permis de noter une divergence entre le nombre de candélabres qui y figure (35) et celui qui est consigné dans le contrat (25) qui comprend en plus 52 poteaux aériens non prévus dans le DAO. Douze nouveaux prix non compris dans le devis estimatif du DAO ont été introduits à la signature du contrat (N° 2-3, N° 4-6 à N° 4-16 ) en violation de l'article 59 du CMP pour un montant estimé à 11 226 700 F CFA.
6. la publicité de l'Appel d'Offres n'a pas été faite par voie de presse mais par voie d'affichage et il est curieux que le seul candidat ayant soumissionné vienne de Dakar pour un affichage fait dans les locaux de la Mairie de Matam. Le mode d'information retenu ne garantit pas les conditions de succès de l'AO ; sous ce rapport il convient de rappeler qu'au regard de l'article 24 nouveau du Code des Obligations de l'Administration, le non respect des formalités de publicité prescrites entraîne la nullité de la procédure de passation ou du marché passé, à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal de la procédure.
7. la publicité de l'attribution définitive a été faite le 27 juin 2011 avant la notification du marché qui date du 28 juin 2011 ; il convient de rappeler que la publicité de l'attribution définitive doit être faite dans les quinze jours qui suivent la notification du marché et non avant ladite notification (article 85 du CMP).

b) l'examen des dossiers qui nous ont été transmis a permis de noter que la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix est fortement marquée par des signes de collusion entre soumissionnaires ou de simulation de concurrence de la part de

l'Autorité Contractante. En effet, un examen graphologique sommaire de plusieurs dossiers a permis de constater que plusieurs factures pro forma présentées par des soumissionnaires différents, pour une même consultation, ont été préparées par la même personne. Il s'y ajoute que la même écriture a été identifiée sur les documents internes de l'Autorité Contractante à savoir les bons de commandes, les procès verbaux de réception ou les mandats de paiement laissant entrevoir que certains de ses agents ont participé à ce processus qui est une violation des principes d'équité et de transparence qui régissent la commande publique. Par ailleurs, pour l'ensemble des DRP revues, les dossiers présentés ne comportent ni lettres d'invitation à soumissionner (la communication a été faite par voie d'affichage dans les locaux de la Mairie), ni procès verbaux d'évaluation, ni notifications de l'attribution, ni lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres. Nous rappelons que cette information des soumissionnaires non retenus constitue une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux**

- a) le rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés (article 143 du CMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé ;
- b) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP;
- c) Certaines acquisitions sélectionnées à partir du compte administratif (voir annexe) pour une valeur globale estimée à 64 110 937 F CFA n'ont pas été mises à notre disposition pour nous permettre de mettre en œuvre des procédures de vérification propres à nous permettre de nous prononcer sur la conformité de la procédure de sélection des attributaires aux dispositions du CMP.

A notre avis, au regard des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci-avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés par la Commune de Matam ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	<b>SOMMAIRE</b>	<b>Pages</b>
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	11
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	13
1.4	Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	15
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	19
2.1	Contexte de l'intervention	20
2.2	Objectifs de la mission	21
2.2.1	Objectifs généraux	21
2.2.2	Objectifs spécifiques	21
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	22
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	25
3	Approche méthodologique	26
3.1	Revue approfondie des textes de référence	27
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	28
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	29
3.3.1	Audit de la préparation des marchés	30
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution	31
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	32
4	Résultats des travaux	33
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	34
4.1.1	Commission des marchés	34
4.1.2	Cellule de passation des marchés	34
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	34
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	34
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	34
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	35
4.1.5	Rappel des seuils applicables à la Commune de MATAM	36
4.2	Examen des marchés	36
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	36
4.2.2	Marchés conclus par Appel d'offres	37
4.2.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	39

## **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CM	Commune de Matam
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**



## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

#### AO PORTANT EXTENSION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC

Les exigences en matière de qualification n'ont pas été portées à la connaissance des potentiels candidats dans l'Avis d'Appel d'Offres (AAO) qui renvoie ces derniers au Dossier d'Appel d'Offres (DAO) en violation des dispositions de l'article 66-2-e) du CMP ;

Les pièces requises au terme des articles 43 et 44 du CMP pour avoir accès à la commande publique n'ont pas été exigées dans le règlement de la consultation ;

Le justificatif de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché en violation de l'article 67-4 du CMP ;

L'offre de l'unique soumissionnaire n'a pas été mise à notre disposition pour nous permettre d'apprécier sa conformité avec les spécifications techniques du DAO d'autant plus qu'à l'évaluation la Commission des Marchés n'a pas évalué l'offre au regard des critères de jugement des offres mais s'est limitée à indiquer le prix de l'offre ;

L'examen du devis estimatif annexé au DAO a permis de noter une divergence entre le nombre de candélabres qui y figure (35) et celui qui est consigné dans le contrat (25) qui comprend en plus 52 poteaux aériens non prévus dans le DAO... Douze prix nouveaux non compris dans le devis estimatif du DAO ont été introduits (N° 2-3, N° 4-6 à 4-16 ) en violation du CMP pour un montant estimé à 11 226 700 F CFA ;

La publicité de l'Appel d'Offres n'a pas été faite par voie de presse mais par affichage et il est curieux que le seul candidat ayant soumissionné vienne de Dakar pour un affichage fait dans les locaux de la Mairie de Matam. Le mode d'information retenu ne garantit pas les conditions de succès de l'AO ;

La publicité de l'attribution définitive a été faite le 27 juin 2011 avant la notification du marché qui date du 28 juin. Nous précisons que la publicité de l'attribution définitive doit être faite dans les quinze jours qui suivent la notification du marché et non avant ladite notification

(article 85 du CMP).

## **DRP**

Cinq (5) DRP portant fournitures de bureau ont été réalisées pour un montant de 12 137 434 FCFA. Quand bien même ce montant n'atteint pas le seuil pour un appel d'offres, l'AC aurait pu choisir un mode de passation plus approprié, soit un marché de clientèle ou un marché à commande pour éviter un fractionnement contraire aux règles d'économie édictées par le CMP ;

Par ailleurs, l'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater sur la quasi-totalité des DRP de nombreux signes de collusion entre les fournisseurs. Ces mêmes offres souvent manuscrites sont identiques puisque visiblement dressées par la même main. Outre ces signes de collusion constatés entre fournisseurs, d'autres indices identifiés dans les documents de l'Autorité Contractante montrent que la simulation pourrait être le fait du personnel même de la Commune ;

Les lettres de notification d'attribution et celles d'informations des candidats dont les offres ont été rejetées ne sont pas dressées et transmises aux concernés pour se conformer aux dispositions de la Circulaire n° 004/PM du 31 mars 2009 ;

Des déficiences sont également constatées dans le système de classement et d'archivage des pièces de marché qu'il convient d'améliorer en s'inspirant du modèle proposé par l'ARMP.

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS**

Se conformer aux dispositions des articles 66, 67, 83 et 85 du CMP ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;

Veiller à la transparence des opérations de passation des marchés et bannir la simulation de concurrence et les pratiques collusives.

## **1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
RAS
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
RAS

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE

#### **1.4 SYNTHÈSE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS</b>
-----------------------------------------------------------------------

	AO	DRP				
Description	Extension du réseau d'éclairage public	Fourniture de bureau 1	Fourniture de bureau 2	Fourniture de bureau 3	Fourniture de bureau 4	Fourniture de bureau 5
Attributaires	AMK FALLOU KASSE	Coumba Cissé	Coumba Cissé	Moussa BA	Coumba Cissé	Coumba Cissé
Montant du marché en FCFATTC	36 154 301	2 000 000	1 137 520	2 500 000	2 999 914	3 000 000
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP				✓	✓	✓
Violation de l'article 66 du CMP sur l'avis d'appel d'offres	✓					
Violation de l'article 67-4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'art 83 du CMP sur la décision d'attribution	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion		✓	✓	✓	✓	✓



<b>Nature</b>	<b>Fourniture de bureau 6</b>	<b>Entretien de véhicules</b>	<b>Achat de carburant</b>	<b>Fourniture de vivres / secours aux indigents</b>
<b>Attributaire</b>	<b>Moussa BA</b>	<b>Omar Tall Shell</b>	<b>Omar Tall Shell</b>	<b>Moussa Ba</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>500 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 999 997</b>	<b>14 000 000</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓			✓
Signes de collusion	✓			✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés				✓
Violation de l'article 36 du CMP sur la commission des marchés	✓	✓	✓	✓

<b>Nature</b>	<b>Fourniture de produits d'entretien</b>	<b>Achat de produits de désinfection</b>	<b>Prise en charge restauration</b>	<b>Réparation de bâtiments</b>	<b>Réparation des table-bancs des écoles</b>
<b>Attributaire</b>	<b>Moussa BA</b>	<b>Moussa BA</b>	<b>Restaurant Traiteur le Foutanké</b>	<b>GIE Ordre Londe</b>	<b>Entreprise Borom Darou</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>5 000 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>1 330 000</b>	<b>2 498 060</b>	<b>3 585 000</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion	✓	✓		✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 67-4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires	✓	✓	✓	✓	✓

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### 2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP

et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

### **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.



#### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;

- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Commune de Matam pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux

pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,

- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais

requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),

- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.



## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## 4. RESULTATS DES TRAVAUX

### 4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

#### 4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la Commune de Matam, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par arrêté N° 002/2011/MT du 3 mars 2011 (il s'agit probablement d'une erreur car l'arrêté N° 3 ci-dessous ne peut être antérieur à l'arrêté N°2). La Commune de Matam s'est conformée aux dispositions de l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

#### 4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par arrêté N°003/COM/MT du 03 janvier 2011 conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) et de la Commission des Marchés ont été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

#### 4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ont été signées le 24 mars 2011 par les membres de la CM. Le justificatif de la transmission à l'ARMP et à la DCMP ne nous a pas été transmis et n'ont a fortiori pas été transmis à la DCMP.

#### 4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la Commune, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

##### 4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné le 24 janvier 2011 conformément au modèle prescrit. La Commune de Matam s'est conformée aux dispositions de l'article 6 du CMP qui invite toutes les Autorités Contractantes à préparer un PPM ; elle ne l'a cependant transmis que tardivement car cette transmission doit être effective au plus tard le 31 décembre 2010 pour ce qui concerne la gestion 2011.

#### 4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été établi. Nous n'avons pas obtenu le support de publicité de l'AGPM pour apprécier si l'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### 4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE MATAM

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la Commune de Matam sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE MATAM EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP DAC sur	Seuil de contrôle DCMP Rapport d'évaluation sur	Seuil de contrôle DCMP Contrat sur	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	15	150	40	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	$\geq 35$

#### 4.2 EXAMEN DES MARCHES

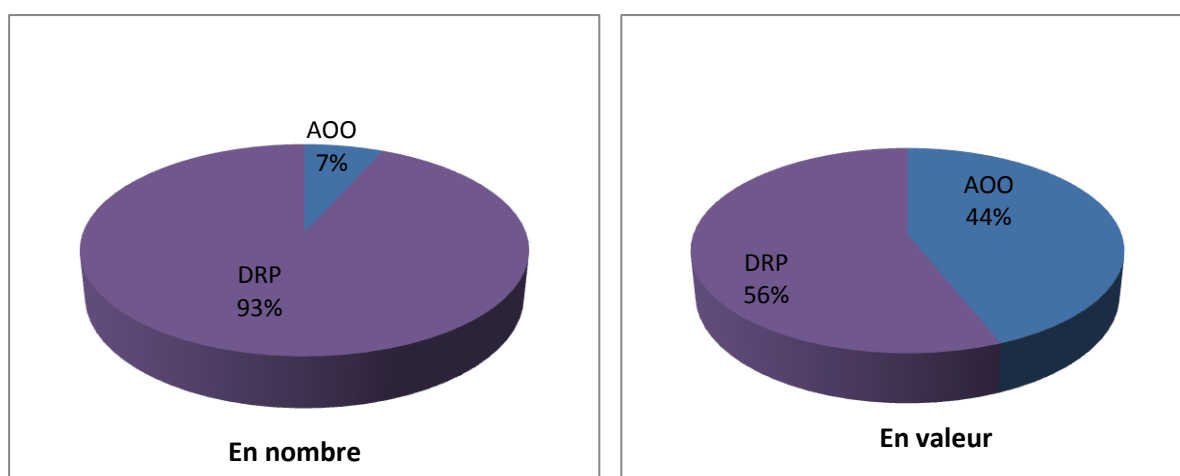
##### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Appel d'offres ouvert (AOO)</b>	1	36 154 301	1	36 154 301	100,00	100,00
<b>Appel d'offres restreint (AOR)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Demande de Proposition (DP)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	14	46 050 491	14	46 050 491	100,00	100,00
<b>Entente directe (ED)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Avenant</b>	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>82 204 792</b>	<b>15</b>	<b>82 204 792</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

La répartition des marchés présentés et revus se présente comme suit :



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES ET REVUS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation.

Nous avons examiné, l'unique appel d'offres (100% en nombre et 100% en valeur) et les 14 DRP (100% en nombre et 100% en valeur) qui nous ont été présentées soit un taux de couverture de 100% en nombre et 100% en valeur.

#### 4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

AOO N° 003/COM/MT/2011 PORTANT TRAVAUX EXTENSION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC		
Date de l'AGPM		Pas de publicité par voie de presse Affichage à la Mairie le 03 mars 2011
Date de transmission du DAO à la DCMP		NA
Date de publication de l'AO		Pas de publicité par voie de presse Affichage à la Mairie le 6 mai 2011
Date limite de dépôt des offres		7 juin 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres		-
Date d'ouverture des plis		7 juin 2011 à 10heures
Durée de validité des offres		90 jours
Date de publicité de l'attribution provisoire		10 juin 2011 par voie d'affichage
Date de notification de l'attribution provisoire		30 juin 2011
Date de publicité de l'attribution définitive		27 juin 2011 par voie d'affichage
Date contrat		28 juin 2011
Date d'approbation		28 juin 2011
Date d'immatriculation		Non immatriculé
Date d'enregistrement du contrat		Non enregistré, Redevance de régulation non payée
Date de publicité de l'avis d'attribution définitive		-
Délai d'exécution		45 jours
Garantie de soumission		Néant
Attributaire	AMK FALLOU KASSE	36 154 301
Non conformités	<p>Les exigences en matière de qualification n'ont pas été portées à la connaissance des potentiels candidats dans l'Avis d'Appel d'Offres (AAO) qui renvoie ces derniers au Dossier d'Appel d'Offres (DAO) en violation des dispositions de l'article 66-2-e) du CMP.</p> <p>Les pièces requises au terme des articles 43 et 44 du CMP pour avoir accès à la commande publique n'ont pas été exigées dans le règlement de la consultation.</p> <p>Le justificatif de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché en violation de l'article 67-4 du CMP.</p>	

	<p>L'offre de l'unique soumissionnaire n'a pas été mise à notre disposition pour nous permettre d'apprécier sa conformité avec les spécifications techniques du DAO d'autant plus qu'à l'évaluation, la Commission des Marchés n'a pas évalué l'offre au regard des critères de jugement des offres mais s'est limitée à indiquer le prix de l'offre.</p> <p>L'examen du devis estimatif annexé au DAO a permis de noter une divergence entre le nombre de candélabres qui y figure (35) et celui qui est consigné dans le contrat (25) qui comprend en plus 52 poteaux aériens non prévus dans le DAO. Douze prix nouveaux non compris dans le devis estimatif du DAO ont été introduits (N° 2-3, N° 4-6 à 4-16 ) en violation du CMP pour un montant estimé à 11 226 700 F CFA.</p> <p>La publicité de l'Appel d'Offres n'a pas été faite par voie de presse mais par affichage et il est curieux que le seul candidat ayant soumissionné vienne de Dakar pour un affichage fait dans les locaux de la Mairie de Matam. Le mode d'information retenu ne garantit pas les conditions de succès de l'AO.</p> <p>La publicité de l'attribution définitive a été faite le 27 juin 2011 avant la notification du marché qui date du 28 juin. Nous précisons que la publicité de l'attribution définitive doit être faite dans les quinze jours qui suivent la notification du marché et non avant ladite notification (article 85 du CMP).</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions des articles 43, 44, 59, 66, 67, 83 et 85 du CMP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP	Fournitures de bureau 1	Fournitures de bureau 2	Fournitures de bureau 3	Fournitures de bureau 4
Date lettre de saisine des fournisseurs/prestataires	Par affichage	Par affichage	Par affichage	Par affichage
Date limite de dépôt des offres	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
Date de convocation des membres de la commission des marchés	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
Date d'ouverture des Plis	16 août 2011	16 août 2011	16 août 2011	16 août 2011
Offres en F CFA TTC				
Coumba Cissé	2 000 000	1 137 520	3 500 000	2 999 914
Keur Khadim	2 172 026	1 248 440	2 500 000	3 036 140
Gie Borom Darou	2 136 390	1 333 400	3 750 000	3 069 770
Abdou Ndiaye	2 151 730	1 333 400	3 250 000	3 145 880
Babou Seydi Gaye	2 061 460	1 293 280	3 000 000	3 077 440
Moussa BA	-	-		
Oumar Guèye				
Moustapha Ba				
Hamet Fall				
Attributaires	<b>Coumba Cissé</b>	<b>Coumba Cissé</b>	<b>Moussa BA ECOT</b>	<b>Coumba Cissé</b>
Montant du marché en FCFATTC	<b>2 000 000</b>	<b>1 137 520</b>	<b>2 500 000</b>	<b>2 999 914</b>
Notification d'attribution	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
Lettre d'informations aux candidats non retenus	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas dans les dossiers qui nous ont été transmis. Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure.</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater de nombreux signes de collusion entre les fournisseurs. Ces mêmes offres souvent manuscrites sont identiques puisque visiblement dressées par la même main. Outre les signes de collusion constatés entre fournisseurs, d'autres indices identifiés dans les documents de l'Autorité Contractante montrent que la simulation pourrait être le fait du personnel même de la Commune.</p> <p>Des déficiences sont également constatées dans le système de classement et d'archivage des pièces de marché qu'il convient d'améliorer en s'inspirant du modèle proposé par l'ARMP.</p>			

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la transparence des opérations de passation des marchés et bannir la simulation de concurrence et les pratiques collusives.</p> <p>Formaliser la notification de l'attribution et informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres conformément aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Veiller à l'archivage exhaustif des pièces de marchés conformément aux instructions de l'ARMP en la matière (manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés).</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciations du Consultant</b>	



<b>DRP</b>	<b>Entretien de véhicules : achat de lubrifiants</b>	<b>Achat de carburant</b>
<b>Date lettre de saisine aux fournisseurs/prestataires</b>	Non communiqué	Non communiqué
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non communiqué	Non communiqué
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	Non communiqué	Non communiqué
<b>Date d'ouverture des plis</b>	Non communiqué	Non communiqué
<b>Candidats sollicités</b> - Omar Tall Station Shell (Ourosogui)	- 2 000 000	- 2 999 997
<b>Attributaire</b>	<b>Omar Tall Station Shell</b>	<b>Omar Tall Station Shell</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 999 997</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non communiqué	Non communiqué
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non communiqué	Non communiqué
<b>Non conformités</b>	RAS	
<b>Recommandations</b>	Aucune	
<b>Commentaires de l'autorité contractante</b>		
<b>Appréciations du consultant</b>		

<b>DRP</b>	<b>Fourniture de secours aux indigents</b>	<b>Fourniture de produits d'entretien</b>	<b>Achat de produits de désinfection</b>
<b>Date lettre de saisine aux fournisseurs/prestataires</b>	Non communiquée	Non communiquée	Non communiquée
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non communiquée	Non communiquée	Non communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	Non communiquée	Non communiquée	Non communiquée
<b>Date d'ouverture des plis</b>	12 aout 2011	13 aout 2011	Non communiquée
<b>Candidats / Offres TTC</b> - Moussa BA - Hamet Fall - Moustapha Ba - Oumar Gueye - N'Diaga Gueye	- 14 000 000 - 15 200 000 - 16 000 000 - 17 600 000 - 16 800 000	- 5 000 000 - 5 300 000 - 5 600 000 - 6 200 000 - 5 900 000	- 2 500 000 - 2 600 000 - 2 700 000 - 2 900 000 - 2 800 000
<b>Attributaire</b>	<b>Moussa Ba ecot</b>	<b>Moussa Ba ecot</b>	<b>Moussa Ba ecot</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>14 000 000</b>	<b>5 000 000</b>	<b>2 500 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non communiquée	Non communiquée	Non communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non communiquée	Non communiquée	Non communiquée
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas dans les dossiers qui nous ont été transmis. Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure.</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater de nombreux signes de collusion entre les fournisseurs. Ces mêmes offres souvent manuscrites sont identiques puisque visiblement dressées par la même main. Outre les signes de collusion constatés entre fournisseurs, d'autres indices identifiés dans les documents de l'Autorité Contractante montrent que la simulation pourrait être le fait du personnel même de la Commune.</p> <p>Des déficiences sont également constatées dans le système de classement et d'archivage des pièces de marché qu'il convient d'améliorer en s'inspirant du modèle proposé par l'ARMP.</p>		

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la transparence des opérations de passation des marchés et bannir la simulation de concurrence et les pratiques collusives.</p> <p>Formaliser la notification de l'attribution et informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres conformément aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Veiller à l'archivage exhaustif des pièces de marchés conformément aux instructions de l'ARMP en la matière (manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés).</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciations du Consultant</b>	

<b>DRP</b>	<b>Prise en charge restauration</b>
<b>Date lettre de saisine aux fournisseurs/prestataires</b>	Non communiquée
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	Non communiquée
<b>Date d'ouverture des plis</b>	Non communiquée
<b>Candidats sollicités</b> - Restaurant Traiteur LE FOUTANKE	- 1 330 000
<b>Attributaire</b>	<b>Restaurant Traiteur LE FOUTANKE</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>1 330 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	-
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	-
<b>Non conformités</b>	RAS
<b>Recommandations</b>	RAS
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciations du Consultant</b>	

<b>DRP</b>	<b>Réparation de bâtiment</b>	<b>Réparation des tables bancs des écoles</b>
<b>Date lettre de saisine aux fournisseurs/prestataires</b>	Non communiquée	Non communiquée
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non communiquée	Non communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	Non communiquée	Non communiquée
<b>Date d'ouverture des plis</b>	Non communiquée	13 aout 2011
<b>Candidats sollicités</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- GIE Orde LONDE</li> <li>- BABOU S.GAYE</li> <li>- Abdou Ndiaye</li> <li>- GIE Borom Darou</li> <li>- E. Keur Khadim</li> <li>- Moussa Ba</li> <li>- Sada SOW</li> </ul>	Offres: <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 498 060</li> <li>- 2 572 400</li> <li>- 2 666 800</li> <li>- 2 738 780</li> <li>- 2 537 000</li> </ul>	Offres: <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 831 600</li> <li>- 3 585 000</li> <li>- 4 050 500</li> <li>- 3 831 500</li> <li>- 3 929 750</li> </ul>
<b>Attributaires</b>	<b>GIE Ordre LONDE</b>	<b>Entreprise Borom Darou</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>2 498 060</b>	<b>3 585 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non communiquée	Non communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non communiquée	Non communiquée
<b>Non conformités</b>	RAS	
<b>Recommandations</b>	RAS	
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>		
<b>Appréciations du Consultant</b>		

<b>DRP</b>	<b>Acquisition de fournitures de bureau 5</b>
<b>Date lettre de saisine aux fournisseurs/prestataires</b>	Non communiquée
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	Non communiquée
<b>Date d'ouverture des plis</b>	16 août 2011
<b>Candidats sollicités</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Coumba Cissé</li> <li>- GIE Borom Darou</li> <li>- Abdou Ndiaye</li> <li>- Entreprise Keur Khadim</li> <li>- Babou Seydi Gaye</li> </ul>	Offres: <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 000 000</li> <li>- 3 168 300</li> <li>- 3 426 720</li> <li>- 3 304 000</li> <li>- 3 174 200</li> </ul>
<b>Attributaire</b>	<b>Coumba Cissé</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>3 000 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non communiquée
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas dans les dossiers qui nous ont été transmis. Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure.</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater de nombreux signes de collusion entre les fournisseurs. Ces mêmes offres souvent manuscrites sont identiques puisque visiblement dressées par la même main. Outre les signes de collusion constatés entre fournisseurs, d'autres indices identifiés dans les documents de l'Autorité Contractante montrent que la simulation pourrait être le fait du personnel même de la Commune.</p> <p>Des déficiences sont également constatées dans le système de classement et d'archivage des pièces de marché qu'il convient d'améliorer en s'inspirant du modèle proposé par l'ARMP.</p>

<b>DRP</b>	<b>Fournitures de bureau</b>
<b>Date lettre de saisine aux fournisseurs/prestataires</b>	Non communiquée
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	Non communiquée
<b>Date d'ouverture des plis</b>	16 août 2011
<b>Candidats sollicités</b> <b>Moussa BA</b> <b>Moustapha Ba</b> <b>Wakeur Bazar</b> <b>Keur Khadim</b> <b>Oumar Guèye</b>	500 000 700 000 800 000 600 000 750 000
<b>Attributaire</b>	<b>Moussa BA</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>500 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non communiquée
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas dans les dossiers qui nous ont été transmis. Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure.</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater de nombreux signes de collusion entre les fournisseurs. Ces mêmes offres souvent manuscrites sont identiques puisque visiblement dressées par la même main. Outre les signes de collusion constatés entre fournisseurs, d'autres indices identifiés dans les documents de l'Autorité Contractante montrent que la simulation pourrait être le fait du personnel même de la Commune.</p> <p>Des déficiences sont également constatées dans le système de classement et d'archivage des pièces de marché qu'il convient</p>

	d'améliorer en s'inspirant du modèle proposé par l'ARMP.
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la transparence des opérations de passation des marchés et bannir la simulation de concurrence et les pratiques collusives.</p> <p>Formaliser la notification de l'attribution et informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres conformément aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Veiller à l'archivage exhaustif des pièces de marchés conformément aux instructions de l'ARMP en la matière (manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés).</p>
<b>Commentaires de l'autorité contractante</b>	
<b>Appréciations du consultant</b>	



## ANNEXE

### Marchés extraits du compte administratif mais non transmis pour examen

Compte	Service concerné	Description	Montants F CFA
63310	321- Secrétariat et Bureaux	Imprimés et registres	1 498 600
6304	391- Nettoyement	Location matériel terrassement, eng. Divers	2 995 000
633715	421- Eclairage Public	Pièces détachées ou matériel de rechange	2 000 000
616	441- Education Jeunesse Culture et Sports	Fournitures de bureau	4 999 914
64551	441- Education Jeunesse Culture et Sports	Coupes, récompenses, prix	4 999 914
615	451- Santé – Hygiène et actions sociales	Produits d’entretien	5 000 000
63140	451- Santé – Hygiène et actions sociales	Entretien de véhicules	8 672 000
63380	508- Fêtes et cérémonies publiques	Fêtes officielles	1 000 000
7021B/221003	702- Voierie Publique	Travaux de remblais et de terrassement	2 700 000
7021G/221620	702- Voierie Publique	Travaux d’installation de réseaux électriques	2 693 592
7021G/22012	702- Voierie Publique	Grosses réparations autres bâtiments	2 498 800
7021J/221031	702- Voierie Publique	Construction de bacs à ordures	2 000 000
7042/22062	704- Infrastructures à caractère ind., comm, Artis.	Construction Centre Artisanal	23 053 117
<b>TOTAL</b>			<b>64 110 937</b>